



Académie de

Créteil : Rentrée 2017



Le pouvoir d'achat des fonctionnaires et le service public, cibles privilégiées du gouvernement !

Tout l'été, les membres du gouvernement ont multiplié les annonces visant les fonctionnaires : une avalanche de mesures qui va peser lourd sur nos salaires !

➔ **GEL DU POINT D'INDICE** : en 2017 et en 2018 après les 2 petites augmentations en 2016 (0,6) et 7 années de gel. Conséquence: une baisse du salaire net et du pouvoir d'achat.

➔ **JOURNÉE DE CARENCE** : mesure injuste et inefficace qui revient à réduire le salaire des collègues en arrêt maladie.

➔ **HAUSSE DE LA CSG** de 1,7 point pour les retraité-es et les fonctionnaires, effective dès le 1^{er} janvier 2018. Devra-t-on participer à des dispositifs type « devoir faits » ou des heures supplémentaires pour compenser la perte de pouvoir d'achat conséquent comme M. Blanquer le suggère ?

➔ **REPORT DES MESURES DU PPCR AUX CALENDES GRECQUES** : le report de 6 à 18 mois remet en cause une déjà trop petite revalorisation...

➔ **Ce qui se prépare :**

- Réforme des retraites, réforme de l'assurance chômage et de la formation professionnelle
- Suppression de 120000 postes dans la Fonction Publique
- Recrutement des enseignant-es par les chefs d'établissements. Une plus grande autonomie des établissements est préconisée par M. Blanquer.

L'académie de Créteil est sinistrée dans le second degré.

➔ **EN LYCÉE** : classes surchargées et manque de locaux par non anticipation de la démographie en lycée.

- déficit en personnels enseignants, CPE et d'AED entraînant des problèmes de sécurité, accrus par la fin des contrats CUI ;
- absence de classement Éducation Prioritaire des lycées.

➔ **UNE RÉFORME DU BAC ET DU LYCÉE** qui remet en cause le baccalauréat, examen national, anonyme, disciplinaire et 1^{er} grade universitaire, ouvrant un accès sans sélection à l'Université. L'exclusion des bacheliers de la voie professionnelle de l'université conduirait à un tri-social inacceptable.

➔ **EN COLLÈGE**, les annonces très médiatiques concernant la réouverture des bilangues ou des classes euros, l'enseignement des langues anciennes et le dispositif « devoirs faits » ne correspondent à aucune réalité dans les établissements car trop tardives et à moyens constants.

➔ **SUPPRESSION DES CONTRATS AIDÉS** destinés dans les établissements à la surveillance, à l'administration, aux CDI, à l'entretien des locaux et à la cuisine. Le SNES demande que la suppression des contrats aidés soit compensée par la création d'emplois statutaires occupés par des personnels formés que ce soit par la région, les départements ou par l'État.

La FSU à l'offensive pour augmenter le pouvoir d'achat des fonctionnaires

La FSU a proposé à l'ensemble des fédérations de fonctionnaires :
CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, F (autonomes), Solidaires, UNSA



une grève et une manifestation mardi 10 octobre

pour exiger une politique de revalorisation des fonctionnaires et des services publics.